



IFAC'S ACTION PLAN FOR FIGHTING CORRUPTION AND ECONOMIC CRIME







IN COOPERATION WITH THE INTERNATIONAL BAR ASSOCIATION

AND WITH THE SUPPORT OF THE
WORLD ECONOMIC FORUM'S
GATEKEEPER TASK FORCE

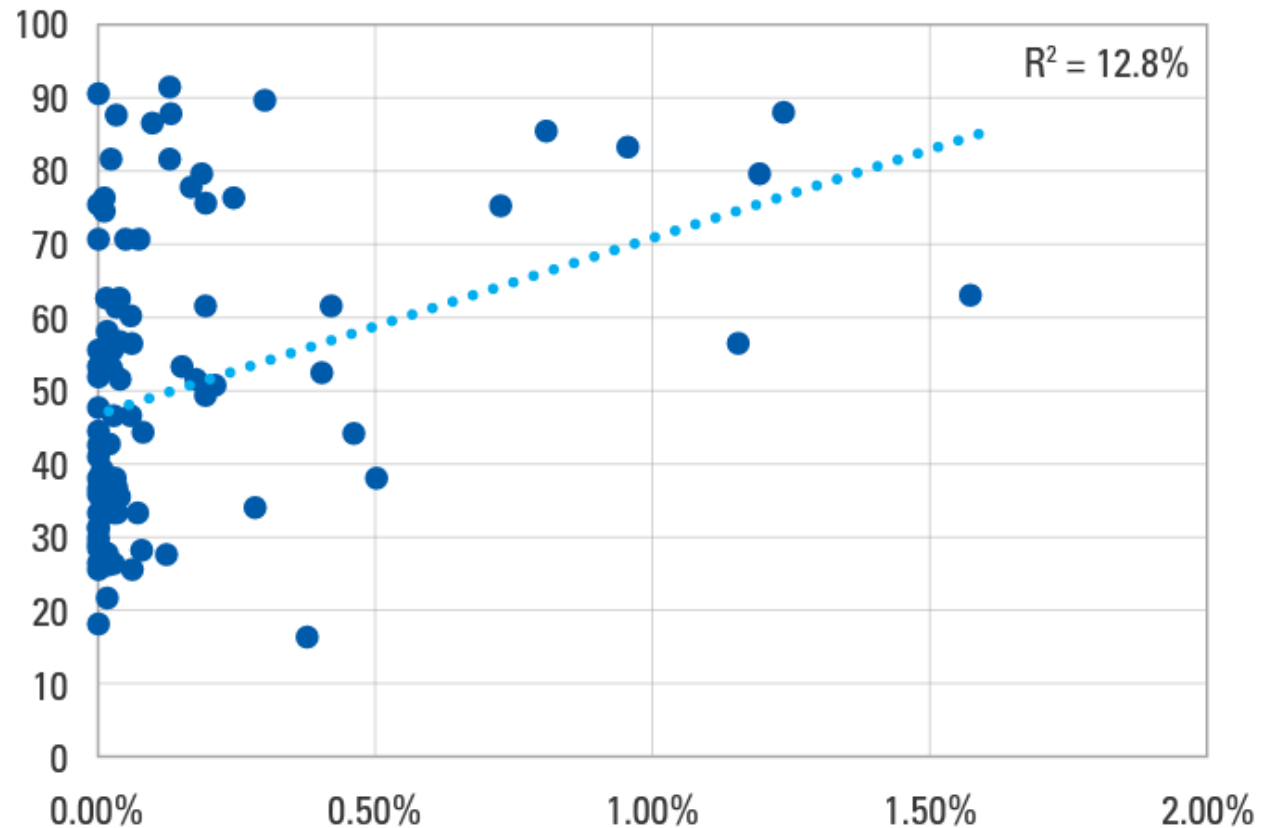
Accountants' Role in Economic Development

Copyright © 2020 by the International Federation of Accountants (IFAC). All rights reserved.

Professional accountants make a significant contribution to the economy at the local, national and global levels. In each measure reviewed, a greater number of accountants correlates to better economic performance. Moreover, professional accountants who are members of IFAC member professional accountancy organizations (PAOs)* correlate to even stronger performance on the economic indicators. In short, accountants make a significant contribution to their national economies. Accountants who are members of an IFAC member professional accountancy organization make an even greater meaningful contribution.

AN INCREASE OF 500 ACCOUNTANTS PER MILLION CORRELATES TO:	IF THE 500 ACCOUNTANTS ARE MEMBERS OF IFAC MEMBER PAOS, THE INCREASE CORRELATES TO:	CHANGE
 an increase of USD 5,073 in GDP per capita	an increase of USD 11,224 in GDP per capita	2.21x
 an increase of 3.3% in the size of the service sector relative to GDP	an increase of 4.2%	1.27x
 a 9.8% increase in the value of exports relative to GDP	no statistically significant relationship	—
 a 7.4% decrease in the sum of tax rates	a 9.8% decrease	1.32x
 an increase of 16.0% in the size of inward foreign direct investment relative to GDP	an increase of 34.3%	2.14x
 an increase of 0.3 index points on the World Economic Forum's Global Competitive Index Quality of Education Measure	an increase of 0.4 index points	1.33x

Transparency International Corruption
Perceptions Index correlation with %
professional accountants in the work force



Une profession comptable forte joue un rôle important dans la lutte contre la corruption.

Il existe une forte corrélation entre la proportion d'expert-comptables dans la population active et un score plus favorable dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International.

***"La corruption et le blanchiment
d'argent sont intrinsèquement liés".
--Le GAFI--***

Comprendre l'importance de la lutte contre le blanchiment d'argent

- **Médicaments**
- **Traite des êtres humains**
- **Commerce illégal d'espèces sauvages**
- **Autres formes de criminalité organisée**
- **Fraude fiscale**
- **Extorsion**
- ***Corruption***

Lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption

La façon la plus probable dont un expert-comptable peut être confronté à la corruption (et la combattre) est liée à la nature du rôle de l'expert-comptable.

- Pour les experts-comptables qui exercent une activité professionnelle en entreprise, la corruption se manifeste le plus souvent sous la forme de paiements illégaux effectués par l'entreprise ou exigés par elle.
- Pour les experts-comptables du secteur public, la corruption se manifestera très probablement sous la forme de détournement de fonds.
- Pour les experts-comptables exerçant en cabinet, la corruption est plus susceptible d'être rencontrée sous la forme d'un client cherchant à blanchir les produits de la corruption.

Recommandations du GAFI

Premières recommandations du GAFI publiées en 1990

- Axé sur les institutions financières, limité à la lutte contre le blanchiment d'argent
- S'est élargie pour inclure les "DNFBP" et couvrir la CFT, ainsi que d'autres sujets.

39 membres du GAFI (pays) élaborent des recommandations

- Le champ d'application devient mondial grâce à 9 organismes régionaux de type GAFI
- 206 juridictions engagées dans la mise en œuvre

Processus d'évaluation mutuelle

- Les membres du GAFI et du FSRB évaluent les progrès de la mise en œuvre
- "Liste grise" ou "liste noire" pour les manquements

Cadre du DNFBP

- 3 recommandations clés (22, 23, 28)

Liste grise du GAFI - "Juridictions faisant l'objet d'une surveillance accrue".

Le GAFI identifie les juridictions présentant des **faiblesses significatives** dans leur régime de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et travaille avec elles pour remédier à ces faiblesses. Ces **avertissements publics font pression** sur les juridictions identifiées pour qu'elles remédient à leurs déficiences afin de **maintenir leur position dans l'économie mondiale**. L'identification publique, et la perspective de l'identification publique, **encouragent les pays à apporter rapidement des améliorations significatives**.

Liste grise du GAFl - à partir de novembre 2023

Albanie
Barbade
Bulgarie
Burkina Faso
Cameroun
Îles Caïmans
Croatie
RD Congo
Gibraltar

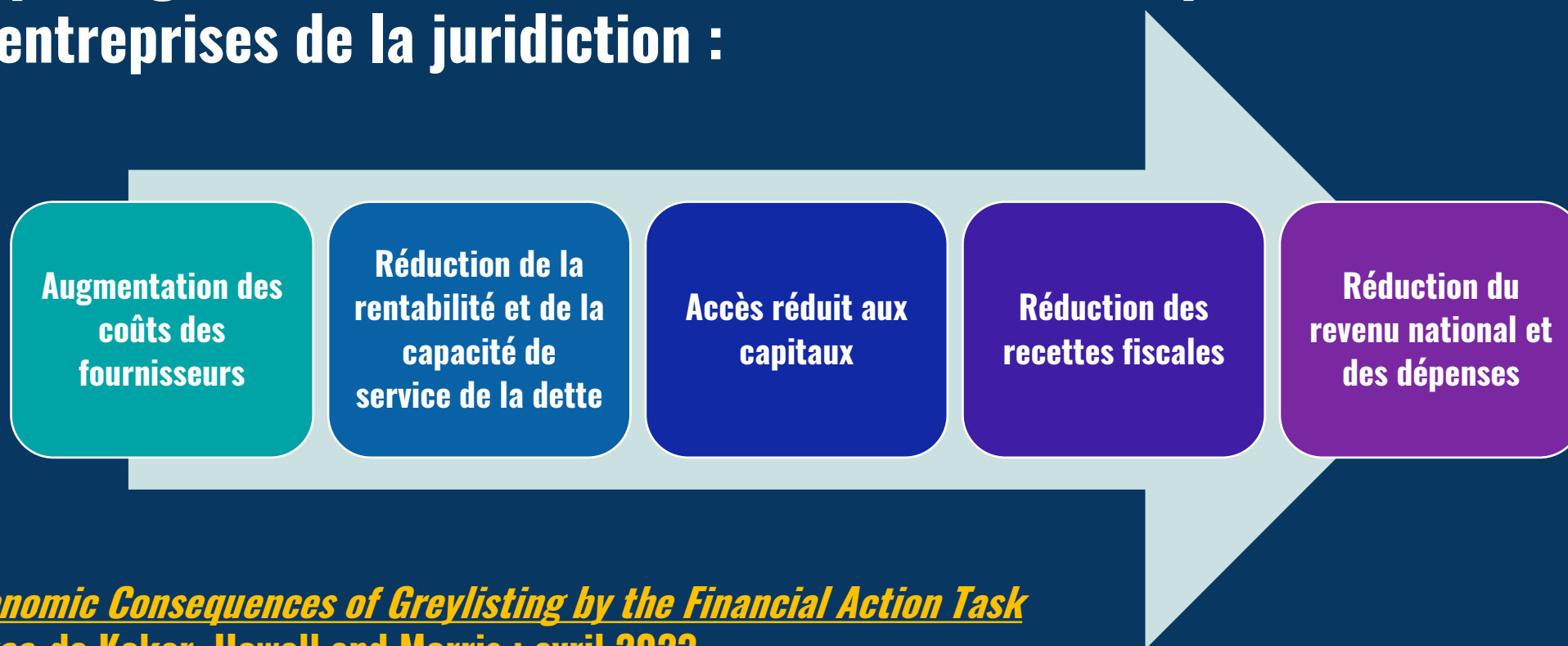
Haïti
Jamaïque
Jordanie
Mali
Mozambique
Nigéria
Panama
Philippines
Sénégal

Afrique du Sud
Sud Soudan
Syrie
Tanzanie
Türkiye
EAU
Ouganda
Vietnam
Yémen

Suppression
recommandée en
octobre 2023

Impact de l'inscription sur la liste grise

Le fait de figurer sur la liste grise constitue une **barrière non tarifaire**, qui augmente le coût des transactions avec les particuliers et les entreprises de la juridiction :



Economic Consequences of Greylisting by the Financial Action Task Force, de Koker, Howell and Morris ; avril 2023.

Le rôle de la la profession comptable

Recommandations du GAFl - 22. Entreprises et professions non financières désignées (EPNFD) : Diligence raisonnable à l'égard de la clientèle

Les obligations de **vigilance à l'égard du client** et de conservation des documents **s'appliquent aux comptables** lorsqu'ils préparent ou effectuent des transactions pour leur client dans le cadre des activités suivantes :

- l'achat et la vente de **biens immobiliers** ;
- **la gestion de l'argent**, des titres ou d'autres actifs des **clients** ;
- la gestion de comptes bancaires, d'épargne ou de titres ;
- **l'organisation d'apports** pour la création, l'exploitation ou la gestion d'**entreprises** ;
- la création, le fonctionnement ou la gestion de **personnes morales** ou de constructions **juridiques**, et
- l'achat et la vente d'entités commerciales.

Recommandations du GAFI - 23. Entreprises et professions non financières désignées (EPNFD) : Autres mesures (SAR)

- Les experts-comptables devraient être **tenus de déclarer les transactions suspectes** qu'ils effectuent au nom ou pour le compte d'un client, dans une transaction financière en rapport avec les activités décrites dans la recommandation 22.
- Les pays sont **fortement encouragés à étendre l'obligation de déclaration au reste** des activités professionnelles des comptables, **y compris l'audit.**

Recommandations du GAFI - 28. Réglementation et supervision des Entreprises et professions non financières désignées (EPNFD)

- Les EPNFD devraient être soumises à des systèmes efficaces de contrôle et de vérification du respect des exigences en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. Ce contrôle doit être effectué en **fonction des risques**. Ce contrôle peut être effectué par:
 - (a) un **superviseur** ou
 - (b) par un **organisme d'autorégulation** approprié, à condition qu'un tel organisme puisse garantir que ses membres respectent leurs obligations en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Points de conclusion

Comprendre le rôle unique de la profession

Adopter les recommandations du GAFI

Promouvoir la transparence et la culture de la parole

Partenariat avec votre organisation comptable professionnelle

Soyez des “acteurs du changement” chaque jour !



Questions

